

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 315

[2008/200300]

10 JANVIER 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon établissant les modalités de paiement et les montants alloués de la part agricole du Fonds de restructuration de l'industrie sucrière de la chicorée à inuline

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CE) n° 320/2006 du Conseil du 20 février 2006 instituant un régime temporaire de restructuration de l'industrie sucrière dans la Communauté européenne et modifiant le Règlement (CE) n° 1290/2005 relatif au financement de la politique agricole commune;

Vu le Règlement (CE) n° 968/2006 de la Commission du 27 juin 2006 portant modalités d'exécution du Règlement (CE) n° 320/2006 du Conseil instituant un régime temporaire de restructuration de l'industrie sucrière dans la Communauté européenne;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment son article 3, § 1^{er}, 1, tel que modifié par la loi du 29 décembre 1990 et ses articles 5 à 8 tels que modifiés, d'une part, par les lois des 5 février 1999 et 1^{er} mars 2007 et, d'autre part, par arrêté royal du 22 février 2001;

Vu l'accord de coopération du 18 juin 2003 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu l'accord de coopération du 30 mars 2004 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu l'accord de coopération du 28 juin 2007 entre le Gouvernement fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'octroi des moyens du Fonds de restructuration temporaire conformément au Règlement (CE) n° 320/2006 dans le cadre de l'arrêt de la production de sirop d'inuline;

Vu la concertation entre l'autorité fédérale et les Gouvernements régionaux intervenue le 10 juillet 2007;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de l'agriculture à partir du 1^{er} janvier 2002;

Considérant qu'en juillet 2006, les usines d'Oreye et de Warcoing ont introduit chacune une demande d'aide à la restructuration. Ces dossiers contiennent, entre autre, un accord sectoriel dans lequel la partie réservée aux producteurs de chicorées et aux entreprises de machines sous-traitantes a été déterminée à 17 % pour Oreye et 13,5 % pour Warcoing;

Considérant qu'il est nécessaire de fixer sans délai les modalités d'allocation du soutien au secteur ainsi que les montants alloués à partir du Fonds de Restructuration de l'industrie sucrière;

Considérant que le paiement des compensations financières aux bénéficiaires prévues au Règlement (CE) n° 320/2006 du Conseil, doit intervenir le 30 juin 2007 au plus tard;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de non-respect des délais imposés pour la mise en place du Fonds de restructuration de l'industrie sucrière de la chicorée à inuline;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3,

§ 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 juillet 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 janvier 2008;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° "Ministre" : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions;

2° "administration" : la Division des Aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;

3° "accord de coopération" : l'accord de coopération du 28 juin 2007 entre le Gouvernement fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'octroi des moyens du Fonds de restructuration temporaire conformément au Règlement (CE) n° 320/2006 dans le cadre de l'arrêt de la production de sirop d'inuline;

4° "planteur" : le producteur qui disposait d'un contrat de livraison de chicorées en 2003 auprès de l'usine de Warcoing et/ou en 2005 auprès de l'usine d'Oreye;

5° "entrepreneur agricole" : entreprise qui a effectué les travaux de semis et/ou de récolte des superficies de chicorées sous contrat auprès des planteurs.

Art. 2. Les planteurs de chicorées bénéficient d'un paiement basé sur le tonnage repris dans le contrat de livraison de chicorées de l'usine. Les montants de l'aide s'élèvent à :

- 29,22944 euros par tonne pour les contrats établis avec l'usine de Warcoing;

- 19,27341 euros par tonne pour les contrats établis avec l'usine d'Oreye.

Art. 3. Les entrepreneurs agricoles bénéficient d'un paiement basé sur les superficies de chicorées qu'ils ont semées et/ou récoltées auprès des planteurs.

Les montants de l'aide s'élèvent à :

- 34,47 euros par hectare de superficie semée pour des planteurs contractant avec l'usine de Warcoing;

- 168,29 euros par hectare de superficie récoltée pour des planteurs contractant avec l'usine de Warcoing;

- 25,95 euros par hectare de superficie semée pour des planteurs contractant avec l'usine d'Oreye;

- 126,70 euros par hectare de superficie récoltée pour des planteurs contractant avec l'usine d'Oreye.

Art. 4. Les bénéficiaires doivent fournir tous les renseignements demandés par l'administration et permettant d'établir l'éligibilité de l'aide.

Art. 5. L'administration est chargée du paiement de l'aide ainsi que du recouvrement des paiements indus.

Art. 6. L'inspecteur général de la Division des Aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace, a délégation pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives aux compensations prévues par le présent arrêté.

Art. 7. Les infractions au présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément à la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Les infractions au présent arrêté peuvent faire l'objet d'une amende administrative conformément à l'article 8 de la loi du 28 mars 1975 précitée.

Est désigné en qualité de fonctionnaire compétent pour accomplir les actes et prendre les décisions concernant les amendes administratives visées à l'alinéa 1^{er}, le directeur général de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 27 juin 2007.

Art. 9. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 janvier 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 315

[2008/200300]

10. JANUAR 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Zahlungsmodalitäten und der seitens des landwirtschaftlichen Anteils des Fonds zur Umstrukturierung der Zuckerindustrie der inulinhaltigen Zichorie

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 320/2006 des Rates vom 20. Februar 2006 mit einer befristeten Umstrukturierungsregelung für die Zuckerindustrie in der Europäischen Gemeinschaft und zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 1290/2005 über die Finanzierung der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 968/2006 des Rates vom 27. Juni 2006 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 320/2006 des Rates mit einer befristeten Umstrukturierungsregelung für die Zuckerindustrie in der Europäischen Gemeinschaft;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere des Artikels 3, § 1, 1, abgeändert durch das Gesetz vom 29. Dezember 1990 und seiner Artikel 5 bis 8, abgeändert einerseits durch die Gesetz vom 5. Februar 1999 und vom 1. März 2007 und andererseits durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001;

In Erwägung des Kooperationsabkommens vom 18. Juni 2003 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 30. März 2004 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

In Erwägung des Kooperationsabkommens vom 28. Juni 2007 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund der am 10. Juli 2007 stattgefundenen Konzertierung der Föderalbehörde und den Regionalregierungen;

In der Erwägung, dass die Zuständigkeiten auf dem Gebiet der Landwirtschaft seit dem 1. Januar 2002 auf die Regionen übertragen worden sind;

In der Erwägung, dass die Raffinerien von Oreya und Warcoing im Juli 2006 jede einen Antrag auf eine Umstrukturierungsbeihilfe eingereicht haben. Diese Akten umfassen u.a. ein Sektorenabkommen, in dem der den Erzeugern von Zichorie und den Lohnunternehmen vorbehaltene Anteil auf 17% für Oreya und auf 13,5% für Warcoing festgelegt worden ist;

In Erwägung der Notwendigkeit, unverzüglich die Modalitäten festzulegen, nach denen dem Sektor eine Unterstützung zuteil wird, sowie die Beträge, die aus dem Fonds zur Umstrukturierung der Zuckerindustrie gewährt werden können;

In der Erwägung, dass die Auszahlung der in der Verordnung (EG) Nr. 320/2006 des Rates vorgesehenen Ausgleichs an die Begünstigten spätestens am 30. Juni 2007 erfolgen muss;

In der Erwägung, dass Sanktionen vorgesehen sind im Falle der Nichteinhaltung der für die Einrichtung des Umstrukturierungsfonds für die Zuckerindustrie der inulinhaltigen Zichorie auferlegten Fristen;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund des am 12. Juli 2007 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 10. Januar 2008 abgegebenen Gutachtens des Ministers des Haushalts;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;

2° "Verwaltung": die Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° "Zusammenarbeitsabkommen": Das am 28. Juni 2007 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt abgeschlossene Kooperationsabkommen über die Gewährung von Mitteln aus dem befristeten Umstrukturierungsfonds gemäß der Verordnung (EG) Nr. 320/2006 im Rahmen der Einstellung der Produktion von Inulinsirup;

4° "Anbauer": der Erzeuger, der 2003 bei der Raffinerie von Warcoing und/oder 2005 bei der Raffinerie von Oreya einen Vertrag zur Lieferung von Zichorie besaß;

5° "Landwirtschaftliches Unternehmen": Unternehmen, das im Rahmen eines Vertragsverhältnisses bei Anbauern Aussaat- oder Erntearbeiten auf mit Zichorie angepflanzten Flächen durchgeführt hat;

Art. 2 - Den Anbauern von Zichorie wird eine Zahlung gewährt auf der Grundlage eines Tonnengehalts, der in dem mit der Raffinerie abgeschlossenen Liefervertrag für Zichorie angeführt wird. Die Beihilfe beläuft sich auf:

- 29,22944 Euro je Tonne für die mit der Raffinerie von Warcoing abgeschlossenen Verträge;
- 19,27341 Euro je Tonne für die mit der Raffinerie von Oreye abgeschlossenen Verträge;

Art. 3 - Den landwirtschaftlichen Unternehmen wird eine Zahlung gewährt auf der Grundlage der mit Zichorie angebauten Flächen, auf denen sie bei den Anbauern ausgesät oder geerntet haben.

Die Beihilfe beläuft sich auf:

- 34,47 Euro pro Hektar eingesäte Fläche für die Anbauer, die mit der Raffinerie von Warcoing einen Vertrag abgeschlossen haben;
- 168,29 Euro pro Hektar abgeerntete Fläche für die Anbauer, die mit der Raffinerie von Warcoing einen Vertrag abgeschlossen haben;
- 25,95 Euro pro Hektar eingesäte Fläche für die Anbauer, die mit der Raffinerie von Oreye einen Vertrag abgeschlossen haben;
- 126,70 Euro pro Hektar abgeerntete Fläche für die Anbauer, die mit der Raffinerie von Oreye einen Vertrag abgeschlossen haben;

Art. 4 - Die Begünstigten müssen alle von der Verwaltung geforderten Auskünfte angeben, anhand deren bestimmt werden kann, ob sie für die Beihilfe zulässig sind.

Art. 5 - Die Verwaltung ist mit der Zahlung der Beihilfe sowie mit der Beitreibung der ungeschuldet getätigten Zahlungen beauftragt.

Art. 6 - Der Generalinspektor der Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei dessen Abwesenheit oder Verhinderung, der Beamte, der ihn ersetzt, ist bevollmächtigt, um die Ausgaben bezüglich der im vorliegenden Erlass vorgesehenen Ausgleichszahlungen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 7 - Verstöße gegen den vorliegenden Erlass werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei.

Die Verstöße gegen den vorliegenden Erlass können in Übereinstimmung mit Art. 8 des vorgenannten Gesetzes vom 28. März 1975 Gegenstand einer Ordnungsstrafe sein.

Der Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region, oder bei dessen Abwesenheit oder Verhinderung, der Beamte, der ihn ersetzt, wird als zuständiger Beamter bezeichnet, um die Handlungen durchzuführen und die Beschlüsse zu fassen, die die im ersten Absatz erwähnten Ordnungsstrafen betreffen.

Art. 8 - Der vorliegende Erlass wird am 27. Juni 2007 wirksam.

Art. 9 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. Januar 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten und des Tourismus,
B. LUTGEN

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 315

[2008/200300]

10 JANUARI 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de betaalregels en de bedragen toegekend door het landbouwdeel van het Herstructureringsfonds van de suikerindustrie van de inulinechicorei

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 320/2006 van de Raad van 20 februari 2006 tot instelling van een tijdelijke regeling voor de herstructurering van de suikerindustrie in de Europese Gemeenschap en tot wijziging van Verordening (EG) nr. 1290/2005 betreffende de financiering van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op Verordening (EG) nr. 968/2006 van de Commissie van 27 juni 2006 houdende uitvoeringsregels van Verordening nr. 320/2006 van de Raad tot instelling van een tijdelijke regeling voor de herstructurering van de suikerindustrie in de Europese Gemeenschap;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, 1, zoals gewijzigd bij de wet van 29 december 1990 en op de artikelen 5 tot 8 ervan zoals gewijzigd bij 'enerzijds' de wetten van 5 februari 1999 en 1 maart 2007 en 'anderzijds' bij koninklijk besluit van 22 februari 2001;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 18 juni 2003 tussen de federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van Landbouw en Visserij;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 30 maart 2004 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van Landbouw en Visserij;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 28 december 2007 tussen de federale overheid, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de toekenning van de middelen uit het tijdelijke herstructureringsfonds overeenkomstig Verordening (EG) nr. 320/2006 in het kader van de stopzetting van de productie van inulinestroop;

Gelet op het overleg tussen de federale overheid en de Gewestregeringen op 10 juli 2007;

Gelet op de overdracht naar de Gewesten van de bevoegdheden inzake landbouw vanaf 1 januari 2002;

Overwegende dat de fabrieken van Oreya en Warcoing in juli 2006 elk een aanvraag tot steunverkrijging bij de herstructurering hebben ingediend. Die dossiers bevatten onder andere een sectorakkoord waarin het deel voorbehouden voor de producenten van chicorei en de onderaannemende machinebedrijven berekend is op 17 % voor Oreya en 13,5 % voor Warcoing;

Overwegende dat het onverwijld nodig is de nadere regels vast te stellen voor de verlening van steun aan de sector en de bedragen toegekend uit het herstructureringsfonds voor de suikerindustrie;

Overwegende dat de betaling van financiële compensaties voor steungerechtigden bepaald in Verordening (EG) nr. 320/2006 van de Raad uiterlijk op 30 juni 2007 moet plaatsvinden;

Overwegende dat er in boetes is voorzien bij niet-naleving van de termijnen die zijn opgelegd voor de instelling van het herstructureringsfonds van de suikerindustrie van de inulinechicorei;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 juli 2007;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 10 januari 2008;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "Minister" : de Minister die de Landbouw onder zijn bevoegdheid heeft;

2° "bestuur" : de Afdeling Steun aan de Landbouw van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3° "samenwerkingsakkoord" : het samenwerkingsakkoord van 28 juni 2007 tussen de federale overheid, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de toekenning van de middelen uit het tijdelijke herstructureringsfonds overeenkomstig Verordening (EG) nr. 320/2006 in het kader van de stopzetting van de productie van inulinestroop;

4° "planter" : de producent die beschikte over een contract voor de levering van chicorei in 2003 bij de fabriek van Warcoing en/of in 2005 bij de fabriek van Oreya;

5° "landbouwondernemer" : onderneming die zaai- of oogstwerkzaamheden heeft verricht op chicorei-oppervlakten die onder contract staan bij de planters.

Art. 2. De planters van chicorei komen in aanmerking voor een betaling gegrond op de tonnage vermeld in het leveringscontract van chicorei van de fabriek. De steun bedraagt :

- 29,22944 euro per ton voor de contracten gesloten met de fabriek van Warcoing;

- 19,27341 euro per ton voor de contracten gesloten met de fabriek van Oreya.

Art. 3. De landbouwondernemers komen in aanmerking voor een betaling gegrond op de chicorei-oppervlakten die zij ingezaaid en/of geoogst hebben bij de planters.

De steun bedraagt :

- 34,47 euro per hectare oppervlakte ingezaaid voor de planters die een overeenkomst hebben met de fabriek van Warcoing;

- 168,29 euro per hectare oppervlakte geoogst voor de planters die een overeenkomst hebben met de fabriek van Warcoing;

- 25,95 euro per hectare oppervlakte ingezaaid voor de planters die een overeenkomst hebben met de fabriek van Oreya;

- 126,70 euro per hectare oppervlakte ingezaaid voor de planters die een overeenkomst hebben met de fabriek van Oreya.

Art. 4. De steungerechtigden verstrekken alle door het bestuur gevraagde gegevens op grond waarvan zij in aanmerking kunnen komen voor steun.

Art. 5. Het bestuur wordt belast met de betaling van de steun, alsook met de terugvordering van ten onrechte gestorte bedragen.

Art. 6. De inspecteur-generaal van de Afdeling Steun aan de Landbouw van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, bij diens afwezigheid of verhindering, zijn plaatsvervanger, wordt ertoe gemachtigd de uitgaven betreffende de in dit besluit bedoelde compensaties vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 7. Overtredingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en bestraft overeenkomstig de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

De overtredingen van dit besluit kunnen het voorwerp uitmaken van een administratieve boete overeenkomstig artikel 8 van voornoemde wet van 28 maart 1975.

De Directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, bij afwezigheid of verhindering, zijn plaatsvervanger, wordt aangewezen als ambtenaar bevoegd om de akten te verrichten en de beslissingen te nemen betreffende de in het vorige lid bedoelde administratieve boeten.

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 29 juni 2007.

Art. 9. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 januari 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN